

# Le programme macroéconomique du Nouveau Front populaire

Jean-Marie Harribey

*Blog Alternative économiques*

25 juin 2024

Dans la situation actuelle, marquée par le désastre de la politique du président Macron depuis sept ans et par le risque que représente le Rassemblement national, la démarche et les buts du Nouveau Front populaire (NFP) doivent être examinés, au-delà même de la vérification de la cohérence du programme et des questions qui peuvent être légitimes<sup>1</sup>.

Le premier point positif est le tempo proposé pour les réformes, en distinguant les réformes urgentes à mener dès 2024, et celles qui s'inscrivent dans un temps plus long.

Le deuxième est d'engager une profonde réforme fiscale pour répondre aux besoins sociaux urgents et enclencher une transformation productive.

Le troisième est d'être parvenu à un accord chiffré entre les quatre partis de gauche, ce qui tend à prouver que des compromis raisonnables ont été trouvés, bien éloignés des caricatures invoquées par la macronie et beaucoup de médias. Ce qui donne un relief très important au fait que les syndicats et le tissu d'associations approuvent l'union et les grandes lignes du programme<sup>2</sup>.

## 1. Le bilan de la politique d'Emmanuel Macron

Le bilan est désastreux : 3,2 points de PIB déficit public supplémentaire  $-2,2\%$  à  $-5,5\%$ , c'est 70 Mds. C'est donc un peu plus que les 50 Mds que le NFP estime manquer dans les recettes fiscales. Ce qui voudrait dire que la politique de Macron a été, certes une politique de l'offre, mais pas que : très légèrement de la demande. Autrement dit, E. Macron a plus réduit les recettes que les dépenses. Malheureusement pour lui (et surtout pour nous) le multiplicateur agit moins fortement quand il est engagé par une diminution des impôts que par une hausse des dépenses publiques. On y reviendra.

De même, il semble que le l'endettement public n'ait pas crû de 1000 Mds depuis 2018, mais seulement de 740 Mds<sup>3</sup> ; de toute façon, cette hausse de la dette publique aurait été bien moindre si la défiscalisation du capital et des riches n'avait pas été aussi importante.

## 2. Des dépenses supplémentaires équilibrées par des recettes nouvelles

Le budget dans le programme de l'UFP prévoit en 2024, immédiatement, 25 Mds de dépenses publiques supplémentaires :

10 % de hausse du point d'indice des fonctionnaires ; abrogation de la réforme des retraites 2023 et de celle de l'assurance chômage ; gratuité de l'école ; 10 % de hausse des APL ; Smic net mensuel à 1600€ ; indexation des salaires sur les prix ; aides aux TPE pour absorber la hausse du Smic.

---

<sup>1</sup> NFP, « Notre proposition macroéconomique », <https://urlz.fr/r0fi>, à lire en relation avec le « Contrat de législature », <https://urlz.fr/r0ff>.

<sup>2</sup> J.-M. Harribey, « L'exigence de l'union », *Politis*, n° 1815, 20 juin 2024, <https://harribey.u-bordeaux/ledire/exigence-unio.pdf>.

<sup>3</sup> PIB 2018 = 2360 ; dette publique =  $0,985 \times 2360 = 2324,6$

Pib 2023 = 2805 ; dette publique =  $1,099 \times 2805 = 3062,7$

Différence : environ 740

Ces dépenses seraient couvertes par 15 Mds de taxe sur les surprofits et 15 Mds par un nouvel ISF.

En 2025, année pleine, 100 Mds de dépenses supplémentaires, couverts par 25 Mds de niches fiscales supprimées ; 17 Mds d'impôt sur les successions, 5,5 Mds du renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu (avec 14 tranches), 2,7 Mds provenant de la suppression du PFU (flat tax).

Ce qui, ajouté aux 30 Mds de 2024, procure 80 Mds. Une incertitude subsiste sur les 20 Mds manquants, à moins qu'il s'agisse du résultat d'une hausse de l'assiette des impôts sur les profits en 2025 par rapport à 2024, mais ce qui serait décidé en août 2024 porterait déjà sur une année 2023 pleine.

En 2026 et 2027, 150 Mds de dépenses supplémentaires couverts par 26 Mds d'impôt sur les profits des firmes multinationales, 10 Mds provenant de l'égalité entre hommes et femmes (on suppose qu'il s'agit d'un effet provenant de meilleurs salaires féminins, mais l'idée n'apparaît pas ; de plus, la structure des emplois masculins et féminins diffère en termes de qualité des emplois et des qualifications qui ne peut être modifiée que lentement), 3 Mds de taxe sur les transactions financières. Le total des recettes atteint 140 Mds<sup>4</sup>. Une incertitude subsiste sur les 10 Mds manquants.

La soumission des dividendes, rachats d'actions, intéressement et participation à cotisations sociales n'est évoquée qu'à propos des retraites, donc pour une réforme à plus long terme. Mais ne pourrait-on pas les soumettre dès la première ou la deuxième année ?

Cette proposition de soumission à cotisation les revenus du capital distribués était l'innovation la plus intéressante dans la première présentation du NFP. Elle battait en brèche une opposition de longue date au sein de la gauche syndicale et politique. Elle a le mérite de rappeler que toute la valeur ajoutée provient du travail.

#### Récapitulation

Années	Dépenses supplémentaires	Recettes supplémentaires
2024	25 Mds +10 % point d'indice abrogation réformes retr et ass chô + 10 % APL Smic à 1600€ indexation salaires/prix aides aux TPE embauche de fonctionnaires	30 Mds 15 Mds de taxe sur les surprofits 15 Mds par un nouvel ISF
2025	100 Mds (intégrant les 25 ci-dessus) Embauches (soin, éducation) Rénovation des logements Énergies renouvelables Garantie d'autonomie	100 Mds (intégrant les 30 ci-dessus renouvelés) niches fiscales : 25 impôt successions : 17 14 tranches de l'IR : 5,5 suppression flat tax : 2,7 Manque 20 ?
2026 et 2027	150 Mds (intégrant les 100 ci-dessus) Transport ferroviaire Services publics Investissements publics Agriculture Culture, sport	150 Mds (intégrant les 100 ci-dessus renouvelés) impôt/multinationales : 26 Égalité H-F : 10 Taxe sur les transactions financières : 3 Manque 10 ?

<sup>4</sup> Le chiffrage donné par *Les Échos* du 24 juin 2024 donne 119 Mds.

	Agents fiscaux Lutte contre les violences	
Total du NFP	Pouvoir d'achat	90 Mds
	Bifurcation écologique	30 Mds
	Services publics	30 Mds

### 3. L'esprit du programme du NFP

C'est un programme d'inspiration très nettement keynésienne, quasiment revendiquée. Comment cette démarche entre-t-elle en cohérence avec une transition écologique ? À plusieurs reprises le programme du NFP dit explicitement qu'il s'agit de favoriser la relance de la croissance économique. À court terme, cela est très vraisemblable, et sans doute ne peut-on faire autrement car les structures productives ne se changent que lentement.

Aussi, la cohérence macroéconomique du programme du NFP se jugera dans l'imbrication des mesures immédiates et des transformations de long terme. Trois questions doivent être examinées.

#### 1) Le bouclage macroéconomique du projet

La première question concerne ce qu'on appelle le bouclage macroéconomique d'un projet. En termes simples, cela signifie l'équilibre entre les ressources et les emplois de celles-ci. En termes dynamiques dans le temps mais un peu plus complexes, cela signifie de mesurer les entraînements des secteurs entre eux, de mesurer l'enchaînement de réactions que provoque l'investissement public supplémentaire sur la production globale, les revenus, la demande, et de mesurer l'accompagnement monétaire nécessaire à cette impulsion que veut déclencher le budget public nouveau. Pour employer une comparaison géométrique, les réactions dans l'économie ne sont pas homothétiques.

Le chiffrage du programme du NFP commence, on l'a vu, par critiquer l'aggravation du déficit public sous les gouvernements Macron. Mais n'y a-t-il pas un risque de délégitimer la notion de déficit public ? D'un point de vue théorique et stratégique, refuser le déficit par principe et promettre de revenir à l'équilibre budgétaire pourrait se retourner contre le NFP si dans les 3, 5 ou 10 ans à venir, on avait un tsunami quelconque, climatique, écologique, sanitaire, voire militaire, qui obligerait à recourir à un déficit.

Certes, le théorème de Haavelmo<sup>5</sup> stipule que la dynamique économique s'enclenche même avec un budget équilibré parce que, en prélevant immédiatement des impôts nouveaux, l'État dépense en prélevant simultanément de l'épargne qui serait restée oisive. Mais on ne peut par avance délégitimer tout déficit quelle que soit la situation. Pour l'heure, le choix de l'équilibre budgétaire des dépenses publiques nouvelles est stratégique pour rendre crédible le projet au milieu du concert de bêtises prononcées par les adversaires.

D'ailleurs, le fait de cette simultanéité des dépenses et des recettes voulue par le NFP explique peut-être pourquoi il ne donne aucune indication sur les implications macroéconomiques de la relance par la demande que vont susciter l'augmentation du Smic et des prestations sociales et les nouveaux emplois. Autrement dit, le supplément de dépenses est immédiatement équilibré par des recettes équivalentes, sans attendre donc les effets de dynamique résultant des dépenses nouvelles. Le bouclage financier du programme se fait indépendamment d'une croissance qui sera sans doute modeste.

Ce choix très « raisonnable » est un pied de nez au camp prétendument de la « raison ». Mais la socialisation des grands secteurs industriels et bancaires, au-delà du renforcement du pôle bancaire public, aiderait à l'élaboration d'une planification de la bifurcation par l'État, les

<sup>5</sup> Trygve Haavelmo, économiste norvégien (1911-1999).

collectivités locales et la société dans son ensemble impliquant la démocratie à tous les étages.

### 2) *La cohérence sociale du projet*

La deuxième question concerne la cohérence sociale du projet. La contrainte écologique a un soubassement social. Aussi, la réduction très importante des inégalités de revenus et de patrimoines est une condition sine qua non de l'acceptation sociale des transformations de structures. La réforme fiscale ambitieuse du NFP y contribuera. Mais elle pourrait s'asseoir sur une réduction des inégalités primaires dans les entreprises, et même celles des salaires. L'ancien programme ancien de la NUPES prévoyait de réduire l'écart des salaires, le NFP n'en parle pas. Cette réduction serait pourtant indispensable<sup>6</sup>.

Pour aider au bouclage macroéconomique en rapport avec les contraintes socio-écologiques, il peut-être intéressant de regarder ce que dit le Haut Conseil pour le climat dans son dernier rapport<sup>7</sup>. Les émissions brutes de gaz à effet de serre ont diminué en France de 5,8 % en 2023 par rapport à 2022, « pour atteindre 373 Mt éqCO<sub>2</sub> en 2023, soit 31 % sous leur niveau de 1990 ». Mais l'empreinte carbone, incluant le solde des émissions importées/exportées, est restée à peu près stable à 623 Mt éqCO<sub>2</sub>, c'est-à-dire à un niveau 1,67 fois plus élevé que celui des émissions territoriales. Aussi, « la baisse annuelle moyenne des émissions nettes (incluant les puits de carbone) de 12,5 Mt éqCO<sub>2</sub> sur la période 2019-2023, demeure 1,3 fois sous la baisse attendue de 16,1 Mt éqCO<sub>2</sub> sur la période 2024-2030, nécessaire à l'atteinte des objectifs du *Fit for 55* adoptés au niveau européen » (p. 9, aussi p. 65 et 66).

En supposant que l'évolution de l'indicateur de l'intensité de la production en CO<sub>2</sub> donnée par l'Agence internationale de l'énergie pour l'année 2021 soit encore valable, à savoir une baisse de seulement 0,5 % par an<sup>8</sup>, et en supposant que l'empreinte carbone reste stable (donc non compensée par les émissions territoriales, à cause du fléchissement de la capacité d'absorption des forêts et autres végétations, dû aux sécheresses et incendies), quelle croissance économique serait admissible ?

$1/0,995^{26} = 1,139$ , soit 0,5 % de croissance moyenne annuelle d'ici 2050. Ceci n'est qu'un ordre de grandeur (pour la France) mais donne une idée de l'étroitesse de la marge de manœuvre à escompter de la croissance. Il est d'ailleurs frappant que ce résultat grossier rejoigne les prévisions de croissance de la productivité du travail du Conseil d'orientation des retraites (2024) dont le bas de la fourchette se situe à 0,4 %.

### 3) *La contrainte extérieure*

Le bouclage macroéconomique doit également tenir compte de la contrainte extérieure. L'augmentation des petits salaires (Smic notamment) pesant sur les petites et moyennes entreprises n'est pas la plus forte contrainte parce que cette augmentation concerne les entreprises peu soumises à la concurrence (hôtellerie, restauration, aides à la personnes, BTP...). Cette contrainte extérieure peut en revanche s'exercer fortement par le biais du choc de demande. Tout le monde possède un smartphone, un ordinateur, etc. Tant que les structures productives et que la pression publicitaire sur la consommation ne seront pas modifiées, le choc de demande aura un impact sur les importations de produits que l'on ne fabrique pas sur place. Donc, la question des traités de libre-échange et de la protection nécessaire sous conditions sociales et environnementales doit être posée.

<sup>6</sup> Voir un essai de chiffrage de la réduction des inégalités pour faciliter une transition sociale et écologique dans des documents de 2022 (<https://lc.cx/Z2q0ws>) et de 2023 (<https://lc.cx/CULjG4>).

<sup>7</sup> HCC, « Tenir le cap de la décarbonation, Protéger la population », juin 2024, [https://www.hautconseilclimat.fr/wp-content/uploads/2024/06/HCC\\_RA\\_2024-web.pdf](https://www.hautconseilclimat.fr/wp-content/uploads/2024/06/HCC_RA_2024-web.pdf).

<sup>8</sup> AIE, « World Energy Outlook 2022 », p. 44.

Au total, le programme du NFP opère une vraie rupture avec les politiques néolibérales. Certaines questions et difficultés méritent d'être abordées sans peur mais avec lucidité. La barre est haute pour réussir. Mais ce programme n'a rien de l'épouvantail dénoncé par la droite molle ou dure. On pourrait dire qu'il est dans la tradition social-démocrate si ce terme n'avait pas été vidé de son sens historique et politique par ceux qui ont pratiqué un social-libéralisme qui a perdu tout caractère social. Qualifier le programme du NFP d'extrémiste en dit long sur la perte de culture historique et politique de ceux des commentateurs qui, dans le fond, préféreraient peut-être le Rassemblement national.